

Le carré rouge

Édition spéciale de la rentrée
Hiver 2011

Contre les hausses, vers la gratuité!

Éditorial

L'idée de la gratuité scolaire s'inscrit dans une vision de la société qui s'oppose à celle de nos dirigeant-e-s actuel-le-s. De fait, elle contribue à une lutte touchant des aspects beaucoup plus larges visant notamment une plus grande justice économique et sociale. Il est facile de dire que le gouvernement n'a plus d'argent dans ses coffres et que les étudiant-e-s sont gâté-e-s si l'on se borne à croire que la lutte étudiante se limite à elle-même. Or, lorsqu'il est question de gratuité, peu importe le service public, il est surtout question d'un changement de mentalité ou d'idéologie...

À travers le temps, les étudiant-e-s ont parfois réussi à faire changer les idées d'une société, de l'opinion publique. Il n'y a pas si longtemps, la gratuité scolaire semblait gagnée au Québec. Avant la création des cégeps et des universités du Québec (UQ), seule une classe privilégiée de la population avait accès aux études supérieures. Avec comme seule option McGill ou l'Université de Montréal qui avaient alors des droits de scolarité élevés, les plus pauvres n'avaient pratiquement aucune possibilité d'accéder aux études supérieures. De nombreuses manifestations et actions ont réussi à amener la création d'universités de masse à bas prix, voire gratuites. Dans les années 70, après la création des UQ et des cégeps, tous les partis politiques, incluant le Parti libéral, avaient alors dans leurs programmes électoraux la gratuité scolaire.

À cette période, de nombreuses avancées sociales ont vu le jour. Et ce n'est pas parce que le gouvernement avait plus d'argent dans ses coffres. Il s'agit alors de comprendre comment il se fait qu'à cette époque, les manifestations, les grèves et autres actions revendicatrices touchaient plus les citoyens et de ce fait plus les gouvernements.

En pleine guerre froide, le capitalisme devait faire ses preuves; il fallait démontrer à tous les citoyen-ne-s que ce système était meilleur que le communisme. Dire seulement que, de l'autre côté du mur de Berlin, des gens se faisaient emprisonner ne suffisait pas. Car de l'autre côté du mur, tous et toutes avaient accès à l'école gratuite, à la santé gratuite et à un emploi. L'union soviétique

était loin d'être le système idéal, mais, de par sa puissance, elle faisait une pression monstre sur nos gouvernements et amenait tout de même l'idée qu'un autre monde était possible pour les citoyen-ne-s.

Depuis maintenant près de 20 ans, c'est toute l'éducation qui dépérit à petit feu, et pas seulement en ce qui a trait aux droits de scolarité. L'essence même de l'éducation post-secondaire est touchée. L'université, qui se doit d'être un lieu de transmission des connaissances et d'enrichissement sur le plan personnel, ne sera bientôt plus qu'une façon de plus d'accéder au marché du travail, selon les intérêts des entreprises.

Il faut se rendre compte qu'augmenter les frais de scolarité ne va pas seulement priver des dizaines de milliers de personnes de l'accessibilité à l'université, mais entraîner des conséquences à long terme sur toute la société. C'est une fois de plus l'ouverture de la vision d'utilisateur-payeur sur tous les aspects de notre vie, c'est tenter de commercialiser tout ce qui pourrait être rentable, de transformer les citoyen-ne-s en client-e-s.

La grève n'est pas simplement le moyen le plus efficace de faire plier le gouvernement, ni non plus notre droit le plus fondamental. C'est notre premier devoir de citoyen-ne-s, lorsque notre gouvernement ne nous écoute plus. Il est le seul pouvoir qu'il nous reste pour lui faire entendre raison, pour lui faire comprendre que nous n'accepterons pas de voir notre famille, nos ami-e-s ou même simplement d'autres citoyen-ne-s québécois-e-s se voir refuser l'accès à l'école sous prétexte qu'ils et elles n'ont pas assez d'argent.

LE GOUVERNEMENT NE
VEUT RIEN ENTENDRE!
TOUS ET TOUTES AU
BUREAU DE CHAREST!!!



MANIFESTATION-ACTION

Contre la hausse des frais de scolarité et le budget régressif du gouvernement libéral

**ON AUGMENTE LA
PRESSION LE
JEUDI 10
FÉVRIER**

13h00
Au Square
Berri

ASSEMBLÉE

GÉNÉRALE

SUR LES PERSPECTIVES DE LUTTE !

MERCREDI LE 2 FÉVRIER À 15 HEURES 30

Table des matières

| | |
|---|----|
| Éditorial - Contre les hausses, vers la gratuité! | 1 |
| Retour sur une session mouvementée | 3 |
| Vers la grève générale illimitée | 4 |
| Éditorial- La police, à notre service? | 5 |
| Discours médiatique et néolibéralisme | 6 |
| L'accessibilité un choix politique | 8 |
| Retour sur la manifestation du 6 décembre | 10 |
| L'économie du savoir : un enjeu international | 11 |



Retour sur une session mouvementée

La dernière session a été des plus mouvementées au cégep du Vieux-Montréal. Tout au long de l'automne les étudiant-e-s n'ont pas hésité à se regrouper pour défendre les causes qui leur tiennent à cœur. La suppression du poste d'infirmière et la hausse annoncée des frais de scolarités ont été nos principales préoccupations cette session et les actions organisées par l'association étudiante ont été nombreuses.

Pour le retour de L'infirmière

L'AGECVM a démarré sa session d'automne en force le 16 septembre avec une manifestation qui regroupa plus de 400 personnes. Cette action avait pour but de dénoncer la coupure du poste d'infirmière au cégep. En effet, le centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance (CSSS) a dû, suite à des coupures budgétaires, supprimer le poste de l'infirmière qui était disponible à temps plein au cégep. Suite à cette manifestation à laquelle ont participé plusieurs partenaires (enseignant-e-s, syndicats des employé-e-s du CSSS, regroupement des infirmières de Cégep du Québec et plusieurs autres), d'autres actions ont été organisées. La remise d'une pétition et la perturbation d'un Conseil d'administration du CSSS en font partie. Nous avons aussi tenté de convaincre l'administration du Cégep de se positionner contre les coupures, mais sans succès. La lutte pour le retour de notre infirmières est à finir et nous ne lâcherons pas de si tôt !

Hausse des frais de scolarité

Ce qui a le plus préoccupé l'AGECVM cette session, c'est l'annonce d'une future hausse des droits de scolarité à l'université. L'AGECVM est entrée dans une escalade de moyens de pression par rapport à ce dossier et, de manière plus large, par rapport au budget Bachand. Plusieurs manifestations ont eu lieu et la participation a été massive, bien qu'aucune réponse du gouvernement n'ait été obtenue. C'est pourquoi le 2 novembre, plus de 900 étudiant-e-s se sont réuni-e-s en assemblée générale pour voter 3 jours de grève, soit les 23 et 24 novembre ainsi que le 6 décembre. L'assemblée générale avait alors voté de tenir 3 bed-in afin de permettre à chacun-e d'être présent-e-s aux lignes de piquetage le matin. Effrayée par l'idée de voir les étudiant-e-s se mobiliser en grand nombre, l'administration du cégep a al-

ors décidé de fermer l'établissement sans prévenir à l'avance les étudiant-e-s et professeur-e-s. Les cours prévus le lundi 22 ont alors été annulés. Malgré ce lock-out déclaré par l'administration, les étudiant-e-s du Cégep ne se sont pas découragé-e-s et ont tenu leurs activités à l'extérieur du Cégep en montant un campement. Plusieurs activités et conférences ont eu lieu et ont réuni plus de 200 participant-e-s. Les personnes présent-e-s se rappelleront toujours de ce grand moment de solidarité où, malgré le froid, nous avons été des dizaines à dormir dehors pour prouver à quel point la lutte contre la hausse des frais nous tenait à cœur.

Le 6 décembre, cinq autobus du Vieux-Montréal ont pris la route vers Québec pour une manifestation où se réunissaient des étudiant-e-s de partout à travers la province. La manifestation avait pour but de tenter de bloquer le Sommet des partenaires et de dénoncer la hausse des frais de scolarité universitaires. (voir texte à ce sujet, p.10)

C'est donc un bilan positif que dresse l'AGECVM de cette session mouvementée. Toutefois, rien n'est encore terminé. Rendez-vous au comité de mobilisation les jeudis à 18h pour s'assurer que la session d'hiver sera aussi agitée !



Vers la Grève Générale Illimitée

Suivant le pas des syndicats de travailleurs et travailleuses, le mouvement étudiant est entré dans une stratégie de concertation. Depuis les années 90, les associations ont été dominées par les fédérations étudiantes dont le slogan, au moment de leur création leur création, fût « plus jamais la grève ». Elles préféraient éviter la lutte, trop difficile, quitte à laisser passer les pires projets de lois et éviter tout gain concret. Malgré la prédominance de cette tendance corporatiste, il est toujours possible d'envisager une perspective combative au terme de laquelle la grève générale illimitée s'organise.

Une grève c'est le refus d'exécuter le travail imposé par la partie patronale pour une certaine période de temps. Le patron des étudiant-e-s, c'est le gouvernement. Celui-ci veut une population bien formée pour qu'elle puisse générer du travail intellectuel efficace. En échange, il doit nous donner une éducation de qualité et un environnement propice au plein exercice de nos capacités. Cependant, la réalité est tout autre. Une bonne partie de la population universitaire et collégiale subit actuellement, entre emploi et école, une pression économique limitant la qualité de leurs études. De plus, cette pression est la principale cause de renonciation aux études supérieures. Refuser collectivement d'aller à nos cours, c'est refuser les conditions qui y sont associées.



**ENSEMBLE
TOUT DEVIENT
POSSIBLE**

Il est illusoire de penser que nous pouvons empêcher seuls la hausse de frais prévue pour 2012 par le gouvernement libéral. S'il est nécessaire de partir un mouvement de grève, c'est par le nombre que celui-ci peut se concrétiser. Lors d'une campagne de grève générale, les associations mobilisées établissent un nombre plancher d'associations participantes qu'il faut atteindre pour que la grève soit déclenchée. On s'assure ainsi de partir en assez grand nombre pour avoir une emprise sur la lutte que l'on veut mener.

Depuis trois sessions, les étudiant-e-s du cégep du Vieux-Montréal font des grèves dont le retour en classe est déjà prévu. Cette stratégie est inutile si elle ne s'inscrit pas dans une escalade des moyens de pression. En effet, l'efficacité d'une grève est son potentiel à nuire à l'ordre normal des choses. Le mouvement étudiant a plusieurs fois fait l'usage d'une grève dite illimitée que les étudiant-e-s choisissaient, par le biais d'assemblées spéciales, de la reporter tant et aussi longtemps que leurs revendications n'étaient pas satisfaites. Une grève illimitée a certes des impacts sur le déroulement de notre session, mais c'est tel en est le but, car le gouvernement a tout intérêt à ce que tout se déroule dans l'ordre pour avoir le champ libre afin de mettre en place leurs politiques.

« Illimité » ne veut pas dire que la grève ne se terminera jamais. « Illimité », c'est imposer un dilemme au gouvernement: il est économiquement insoutenable d'annuler une session, alors il se retrouve dans l'obligation de se soumettre aux revendications au moment critique. L'idéal, c'est que le gouvernement cède le plus rapidement possible, mais dans tous les cas, si nous voulons une grève efficace, il nous faut utiliser le temps libéré par la grève pour multiplier les manifestations et diversifier les actions perturbatrices. Tant que nous serons supportables, nous passerons inaperçu-e-s!.



Histoire des grèves étudiantes au Québec

1968: Gel des frais de scolarité (qui durera jusqu'en 90), fondation de l'Université du Québec (premières universités publiques québécoises), réforme du régime d'aide financière.

1974: Abolition des TAEU (tests de sélection pour l'université), améliorations considérables au régime des prêts et bourses.

1978: Encore une fois, le régime des prêts et bourses est amélioré considérablement.

1986: Le gouvernement libéral menace de dégeler les frais de scolarité. La grève étudiante l'oblige à reculer. Le réseau des Universités du Québec renonce à percevoir des frais afférents pour les deux prochaines années.

1996: Le gouvernement péquiste menace de dégeler les frais de scolarité. La grève l'en empêche.

2005: Le gouvernement modifie certains aspects du régime des prêts et bourses au détriment des étudiantes et étudiants. La grève permet que les 103 millions de bourses converties en prêts reviennent sous forme de bourses à partir de 2006.

Éditorial



La police, à notre service?

C'est ce qu'ils disent, c'est peut-être ce qu'ils pensent, mais ce n'est pas l'impression qu'ils procurent à nous, étudiants et étudiantes luttant pour un de nos droits les plus fondamentaux: l'éducation accessible.

Dans une démocratie, il faut être aptes à se faire entendre, à exercer un poids sociopolitique. La fameuse constitution canadienne est en vigueur pour nous garantir ce droit et l'intégrité physique qui y est rattachée. Pourtant, la matraque et le bouclier sont les seules réponses que nous obtenons lorsque nous tentons d'exercer ce droit... si ce n'est le silence de fer de ceux et celles qui, armé-e-s jusqu'aux dents, en rangs bien serrés, écoutent nos slogans en serrant la mâchoire. Ils et elles savent fort bien que ce faisant, protègent les intérêts privés d'une poignée de personnages politiques et du monde des affaires, assis peinard-e-s autour d'une table à décider de la qualité de vie future de la majorité de la population, des « classes sociales » moyenne et pauvre.

Et si, à défaut de se faire entendre, nous traversons les lignes policières pour aller s'exprimer face à face avec nos dirigeant-e-s? C'est là l'option la plus réaliste pour pouvoir leur imposer notre point de vue, qu'ils et elles préfèrent ne pas entendre. Ne plus attendre, c'est peu à peu entrer dans la logique insurrectionnelle. Il faut cesser d'espérer que nos dirigeants nous écoutent enfin, qu'ils et elles décident de ne plus se cacher derrière leurs mensonges et leurs hommes de mains sans conscience sociale, car gouverner un pays n'a jamais été autre chose que de repousser par mille et un subterfuges le moment où la foule les prendra. Tout acte d'autorité n'est qu'une façon de ne pas perdre le contrôle de la population, de l'ordre établi défectueux et indéniablement auto-suicidaire. Nous nous situons d'ores et déjà au sein d'un mouvement d'effondrement de la civilisation. La catastrophe n'est pas ce qui vient, mais ce qui est déjà là, et la police, participant au meurtre de la démocratie et de la justice sociale durant les manifestations auxquelles nous prenons part, ne semble pas s'en apercevoir. Au contraire, elle semble s'y plaire et elle offre, par la répression brutale de tout soulèvement social, son soutien aux menteurs cravatés qui boycottent la voie de la majorité pour arriver à leurs fins et qui décident d'ignorer les conséquences de leurs mesures sur l'individu moyen.

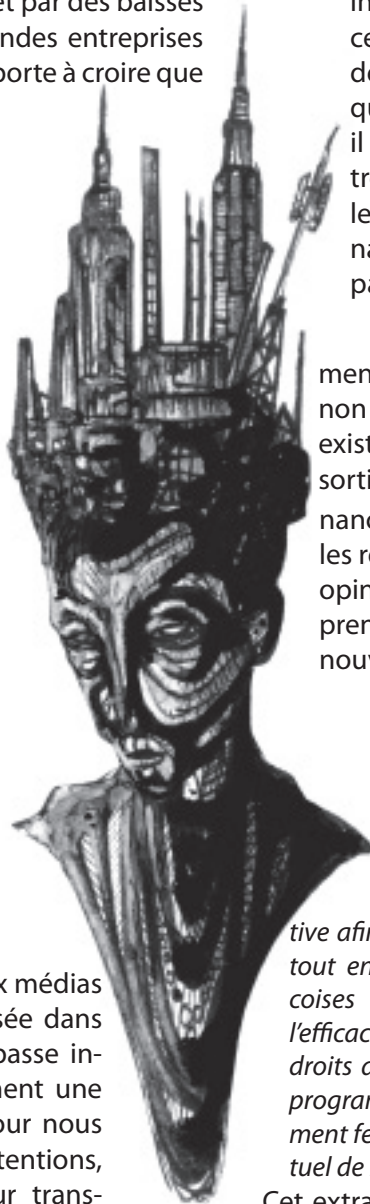
Les étudiants et étudiantes sont indispensables à l'information et à la mobilisation du reste de la population. Notre volonté de changement et de justice sociale se fait violemment réprimer et en réponse, nous devons tous et toutes mettre l'épaule à la roue dans cette lutte. C'est à nous de trouver diverses alternatives d'actions. C'est à nous de répondre à cette répression en s'organisant davantage, en créant un mouvement étudiant uni et fort. C'est à nous de jouer.

Discours médiatique et néolibéralisme

Le néolibéralisme domine présentement la presque totalité du globe. D'énormes puissances économiques et militaires endossent cette doctrine qui prend de plus en plus de force au Québec. Le discours actuel des dirigeant-e-s (ici comme ailleurs) stipule que la hausse des tarifs et la privatisation sont inévitables et urgentes, car les finances des États sont mal en point.

Selon la classe dirigeante, un État non-interventionniste est le meilleur qui soit. Pourtant, les états ont fait cadeau de milliards de dollars aux entreprises lors de la crise économique de 2008 pour leur éviter la faillite. Leur thèse se traduit par une baisse de la charge gouvernementale dans les services publics et par des baisses d'impôts. Ils disent compter sur les grandes entreprises pour relancer l'économie. Leur discours porte à croire que cette solution est la seule possible alors qu'ils choisissent délibérément de ne présenter qu'une portion de la réalité: celle qui avantage leurs idées et leurs intérêts financiers. Leur vision du monde, dans leurs propres termes, c'est la productivité, l'efficacité, le libre-marché, la croissance économique, la compétitivité, etc. En réalité, on parle de production de masse par des travailleurs au plus bas salaire possible, afin de vendre d'énormes quantités de biens aux consommateurs à l'aide du marketing. Et ce, dans le but de toujours faire croître les profits des entreprises, et ainsi faire rouler l'économie.

Le langage et le discours utilisés, dans une société ultra-médiatisée, sont parmi les armes les plus dangereuses et efficaces qui sont mises à la disposition des dirigeant-e-s. Une véritable science a été développée autour du marketing politique. Par exemple, le jour d'un important événement culturel, un gouvernement peut révéler aux médias une nouvelle choquante ou controversée dans l'espoir d'enterrer celle-ci, afin qu'elle passe inaperçue. Les dirigeant-e-s ont également une stratégie et des outils très efficaces. Pour nous convaincre du bien-fondé de leurs intentions, ils font appel à des publicitaires pour transformer leurs politiques d'austérité en slogans séduisants. Du côté des médias, qui travaillent presque toujours en collaboration avec le pouvoir, une propagande constante est faite par les éditorialistes, les chroniqueur-e-s et autres com-



mentateur-e-s, pour défendre les mesures prises par les gouvernements actuels et du passé récent. Ces défenseurs du néo-libéralisme citeront toujours les mêmes sources, telles le HEC ou le Conseil du patronat, alors que d'autres institutions tout aussi fiables (l'IRIS, les grandes centrales syndicales) sont ignorées, et même dénigrées. Il peut sembler au citoyen moyen que le discours ambiant d'aujourd'hui, quand il est question de politique ou d'économie, est très peu varié. Au Québec, ainsi qu'ailleurs dans le monde, il est difficile pour les médias alternatifs et indépendants de se tailler une place parmi les puissants empires médiatiques.

Les mesures régressives du gouvernement québécois proviennent de leur idéologie et non de leur « lucidité », qui est autoproclamée. Il existe en fait plusieurs scénarios possibles pour sortir de la crise et plusieurs alternatives de financement aux services publics (voir l'article sur les recherches de l'IRIS, p.8). Avant de se forger un opinion, il est important de s'informer, de comprendre les enjeux et de savoir qui bénéficiera des nouvelles mesures prises par le gouvernement.

« Seize citoyens engagés dans la société québécoise, soucieux de l'avenir du haut savoir au Québec et impliqués dans les milieux politique, économique, universitaire et étudiant, ont uni leurs voix pour présenter aujourd'hui un pacte pour le financement concurrentiel de nos universités. Ce pacte appelle à une mobilisation collective afin de rehausser le financement de nos universités tout en demeurant fidèle aux grandes valeurs québécoises que sont l'accessibilité, l'équité, l'excellence et l'efficacité. Ainsi, le pacte propose le déplafonnement des droits de scolarité, accompagné d'un renforcement des programmes de soutien à l'accessibilité et d'un engagement ferme du gouvernement de maintenir le niveau actuel de financement public.»

Cet extrait est en fait l'introduction d'un communiqué de presse datant du 23 février 2010, jour du lancement du dit pacte. Il reflète bien l'idéologie présente dans les sphères politiques néolibérales et économiques. Le pacte a été signé par seize personnalités québécoises, dont des ex-ministres libéraux

(suite page7)

(Suite: « Discours médiatique et néolibéralisme »)

et péquistes, la PDG de la fédération des chambres de commerce du Québec, le président du Conseil du patronat, des anciens dirigeants d'associations étudiantes dont la FAÉCUM, la FECQ et la FEUQ ainsi que des professeur-e-s et ex-recteurs d'universités. Il est un excellent exemple du type de discours employé par la classe dominante.

On nous présente les signataires de ce pacte comme des citoyens et citoyennes ordinaires, d'horizons différents, unissant leurs efforts dans le but d'un consensus pour une éducation de meilleure qualité. Ils décrivent le pacte comme étant fait pour et par les gens, sous l'égide de ces quatre grandes valeurs – citées dans l'extrait plus haut – dont l'aboutissement, semble-t-il, est la possibilité de concurrencer les autres pays sur le marché international du savoir. On y insère même l'expression « mobilisation collective » afin de donner une consonance démocratique et populaire au paragraphe. Mais regardons de plus près la troisième phrase, qui résume l'application de ce pacte en trois points : le dégel, ou autrement dit, l'augmentation des frais de scolarité, un réinvestissement d'une partie de l'argent récolté de cette façon dans les programmes d'aide financière aux étudiant-e-s, mais aucune augmentation de la contribution gouvernementale à l'éducation. Vouloir des universités compétitives, c'est vouloir attirer le plus de capital intellectuel possible ici, car l'innovation est également une source de revenus pour le secteur privé. Il nous faut donc

des établissements à la fine pointe de la technologie, les meilleur-e-s professeur-e-s, les meilleur-e-s étudiants-e-s, dont nous ferons les meilleurs diplômé-e-s. Les signataires de ce pacte reconnaissent ainsi le sous-financement chronique des universités, mais seulement dans la mesure où ces sont les étudiants qui paierons les frais. En plus, les entreprises québécoises tireront des bénéfices du savoir acquis des diplômé-e-s. Pire, ils relèguent la tâche d'aider les étudiants et étudiantes plus démunie-s au reste de ceux-ci, alors que des milliards de profits sont engrangés par les entreprises.

Or, depuis le début des années 2000, les gouvernements libéraux et péquistes ont généreusement baissés les impôts des particuliers, et ces baisses ont été plus importantes pour les salaires plus élevés que celles pour les revenus plus modestes, selon Statistiques Canada. C'est donc dire qu'on a refusé l'argent des riches depuis des années, et qu'on fait maintenant payer les étudiants, dont le revenu moyen à l'université n'est manifestement pas suffisant pour subvenir à leurs propres besoins en même temps qu'au réinvestissement des universités. Le seuil de faible revenu défini par Statistiques Canada pour une personne seule est un peu plus élevé que 20 000\$. C'est donc une tranche démunie de la population qui doit pallier à un sous-financement des universités causé par des baisses d'impôts qui ont surtout profité aux riches et aux entreprises qui profiteront encore de l'éventuel re-financement sur le marché du savoir.

Ces mesures essentiellement régressives sont formulées par des gens extrêmement compétents qui les rendent attrayantes à la majorité qu'elles désavantagent. Le seul moyen de s'en sortir, comme l'a dit Noam Chomsky dans « La doctrine des bonnes intentions », c'est de lire tout ce qu'on lit en ce qui a trait à la politique comme on lirait de la propagande étrangère, c'est-à-dire avec le plus grand scepticisme et l'esprit critique en alerte. Car derrière les belles formulations et le vocabulaire coloré se dessine véritablement des mesures qui profitent à une infime partie de la population, au détriment de la majorité.



L'accessibilité, un choix politique

Questions et réponses inspirées des recherches de l'institut de recherche et d'information socioéconomique (IRIS)

Annoncée lors du dépôt du budget 2010-2011, l'augmentation des frais de scolarité est à nos portes. Présentée comme une mesure nécessaire à la qualité et même à la survie de notre réseau universitaire, cette hausse est unanimement mise de l'avant par notre gouvernement, les médias et les analystes économiques. L'État ne pourrait supposément plus supporter le fardeau économique... il doit couper, du moins c'est ce qu'il veut nous faire croire. Qu'en est-il dans la réalité? Les frais de scolarité sont-ils réellement indispensables? Les finances québécoises sont-elles réellement à bout de souffle? Et le recours à la tarification des services sociaux constitue-t-elle une mesure ne s'attaquant pas à l'accessibilité? À travers l'analyse d'une série d'enquêtes effectuées par l'Institut de recherche et d'information socio-économique, voici quelques questions et réponses qui pourraient bien remettre en doute les dires de ceux qui veulent nous faire accepter les frais de scolarité.

Q: L'augmentation des frais de scolarité et, dans l'ensemble, la tarification de l'éducation nuisent-elle à l'accessibilité?

R: Une enquête menée par Statistique Canada révèle que 70 % des jeunes canadiens identifient « des raisons financières » comme le principal obstacle à la poursuite d'études post secondaires. Le Journal « Higher Education » nous apprend aussi que pour chaque augmentation de 1 000 \$ des frais de scolarité, la proportion d'étudiant-e-s moins nanti-e-s susceptible de persister et de terminer leurs études baisse de 19%. En Grande-Bretagne et en Ontario par exemple, les hausses de frais de scolarité ont entraîné une augmentation significative de l'endettement étudiant. Ce facteur dissuasif a entraîné à son tour une chute des demandes d'admission et une ré-orientation des étudiants vers les domaines plus techniques, en plus de nuire à l'accessibilité des moins nanti-e-s. Il faut aussi noter que l'augmentation du fardeau financier des étudiant-e-s les conduit à travailler davantage, réduisant le temps disponible pour leurs études, allongeant les délais d'obtention des diplômes et décourageant la poursuite d'études supérieures.

Q: Si la hausse des frais diminue l'accessibilité à l'éducation, règle-elle au moins le problème du sous-financement universitaire?

Ce qu'il faut tout d'abord comprendre, c'est que l'apport des étudiants au financement des universités s'élevait à 12 % avant le dégel de 2007. Une hausse, même majeure, ne pourrait pas régler le sous-financement que connaît le réseau de l'éducation universitaire qui s'élève à environ 400 millions de dollars par année. Ce déficit structurel provient en réalité d'un désengagement de l'État dans son financement suite à l'inflation des coups de gestion de l'université. Ce n'est donc que l'État qui doit sortir les finances universitaires du pétrin dans lequel il les a lui-même jetées.

Q: Le gouvernement peut-il réellement assurer le coût du financement de l'éducation post secondaire avec les finances actuelles?

À première vue, la réponse est non; ce financement se ferait probablement au détriment d'autres services sociaux. On peut par contre se demander si le gouvernement ne pourrait pas envisager d'augmenter ses revenus. Il suffirait de s'attaquer à la fiscalité du Québec pour aller chercher des milliards de dollars. Par exemple, on pourrait réintégrer la taxe sur le capital, abolie en 2009, ce qui entraînerait des revenus de 1,9 G de dollars. L'IRIS nous propose aussi d'augmenter de 3% l'impôt sur les profits des entreprises québécoises, qui n'est en ce moment qu'à 11,9%, le plus bas taux en Amérique, dégageant ainsi 1 milliard de dollars. On pourrait aussi faire en sorte que les gains sur le capital soient imposés à 100% plutôt qu'à 50% comme c'est actuellement le cas. Rappelons que ce sont les personnes les plus riches, selon les statistiques du gouvernement, qui profitent de cette déduction d'impôt. Il est également important de prendre conscience que depuis les vingt dernières années, le gouvernement a adopté des mesures qui ont fait baisser systématiquement les revenus de l'État et que c'est la contribution des plus nantis et des entre-

Proposition de taux
d'imposition pour les paliers de
revenus de l'IRIS

| | | |
|--------------------|--------------|------|
| 0 \$ | – 24 999 \$ | 15 % |
| 25 000 \$ | – 34 999 \$ | 16 % |
| 35 000 \$ | – 39 999 \$ | 18 % |
| 40 000 \$ | – 49 999 \$ | 20 % |
| 50 000 \$ | – 59 999 \$ | 24 % |
| 60 000 \$ | – 69 999 \$ | 26 % |
| 70 000 \$ | – 99 999 \$ | 28 % |
| 100 000 \$ | – 149 999 \$ | 30 % |
| 150 000 \$ | – 199 999 \$ | 32 % |
| 200 000 \$ et plus | | 34 % |

(Suite: L'accessibilité un choix politique)

prises qui a été réduite, entraînant la classe moyenne à redoubler ses ardeurs. Il est aussi suggéré de revenir à un plus grand nombre de paliers d'imposition pour les particuliers. L'Iris nous propose dans le tableau suivant une modalité d'imposition à dix paliers qui permettrait d'aller chercher 1,2 milliards de dollars tout en abaissant pour 87% de la population son niveau d'imposition. Cette solution ne représenterait pour le 13% les plus riches de la population qu'une augmentation moyenne de 2,3%.

Q : Pourquoi tarifer les services sociaux puisqu'une imposition plus progressive permettrait un bon financement du réseau?

Alors que le recours à une fiscalité plus progressive permettrait facilement d'accumuler environ 4 milliards, la gratuité scolaire ne représente que 600 millions et le règlement du sous-financement de l'éducation post-secondaire que 600 autres millions. La gratuité scolaire rappelons-le ne représenterait que 1% du budget actuel du Québec. Pourquoi donc le gouvernement s'entête-t-il à faire payer les étudiant-e-s et à diminuer le financement de l'éducation et des services sociaux dans leur ensemble? Selon l'IRIS « l'objectif n'est pas tant de trouver de nouvelles manières de financer les services publics en supplément des modes de financement actuels, que d'utiliser la tarification et son principe de légitimation, l'utilisateur-payeur, pour transformer radicalement le régime fiscal québécois. Ce qu'on vise n'est pas le refinancement des services publics, mais une révolution dans leur principe : d'une responsabilité collective (impôt), on souhaite passer à un ensemble de charges individuelles (tarifs). » Plus particulièrement dans le secteur de l'éducation, le désengagement de l'État dans le financement des universités



“L'augmentation des frais de scolarité, c'est une question de justice sociale.”

-Raymond Bachand, ministre des finances

visent un objectif profondément marchand: la compétition des universités pour obtenir du financement des entreprises et ainsi transformer nos salles de classes en usine à savoir.

Si vous désirez en apprendre plus sur la gratuité scolaire et le financement des services publics, n'hésitez pas à aller voir les recherches publiées par l'IRIS, disponibles sur notre site internet.

Retour sur la manifestation du 6 décembre

La manifestation du 6 décembre à Québec, où se déroulait la rencontre des « partenaires » de l'éducation, nous a permis d'affirmer la volonté claire du mouvement étudiant de faire obstacle aux futures augmentations des droits de scolarité !

En ce jour de manifestation nationale, des associations étudiantes de douze cégeps et de quatre universités étaient en grève. Au cours de la matinée, des autobus, provenant de tous les coins du Québec, ont convergé vers la capitale, y déversant quelques milliers de manifestant-e-s opposé-e-s aux démarches gouvernementales vers une hausse des droits universitaires. Du Vieux-Montréal, nous fûmes environ 300 à nous y rendre, malgré la tempête qui s'annonçait. Vers sept heures du matin, un groupe d'étudiant-e-s se sont présenté-e-s à l'hôtel Hilton où allait se dérouler la rencontre des partenaires afin de tenter d'y bloquer l'accès. Après quelques minutes de piquetage devant une entrée de l'hôtel, une légère altercation avec un groupe de policiers a déplacé les manifestant-e-s. Au même moment, à l'extérieur, une rangée de policiers en habit anti-émeute bloquait solidement toute possibilité d'entrer. Suite à ces événements, ces étudiant-e-s rejoignirent un groupe de quelques centaines de personnes pour une petite manifestation qui se termina devant le Parlement. Le groupe a ensuite attendu l'arrivée de tous les autobus devant le Parlement, patientant avec de la musique et des slogans. Vers treize heures, alors que tout le monde était là, quelques discours se firent entendre et une manifestation monstre d'environ 4 milliers de personnes, majoritairement des étudiant-e-s, défila dans les rues de la capitale. Une ambiance festive régnait parmi les manifestant-e-s qui se réchauffaient par des chants, des cris et la solidarité sous le regard des passant-e-s curieux-curieuses.

Alors que des milliers d'étudiant-e-s s'opposaient, dans la rue, à la hausse des frais de scolarité ainsi qu'à cette rencontre dont le but était d'en choisir les modalités, les exécutants de la FECQ et de la FEUQ y « représentaient » le mouvement étudiant. Bien qu'ils savaient que la rencontre n'allait pas remettre en cause l'augmentation des frais, ils ont décidé d'y participer en claquant la porte au moment opportun. Leur simple présence démontre bien leur stratégie de collaboration : faire des compromis entre la volonté des étudiant-e-s et du gouvernement. Cependant, leur présence a légitimé la rencontre et leur sortie n'a laissé que les entreprises, recteur-e-s et gouvernement discuter ensemble de la hausse.



Bien que la rupture entre les revendications étudiantes et le discours du gouvernement se soit ainsi démontrée, leur stratégie n'a aucunement alimenté le rapport de force qui nous sera nécessaire à l'obstruction de la hausse. À l'extérieur, une réelle tentative de perturbation de la rencontre avait lieu. En effet, lorsque la manifestation revint à l'hôtel Hilton, plusieurs manifestant-e-s profitèrent d'une porte ouverte pour tenter d'atteindre la rencontre et la perturber. Ils et elles parvinrent à l'étage mais un groupe de policiers, qui les attendait, les obligea à reculer et retourner dans la rue.

Sur le chemin du retour, dans les autobus chargés d'étudiant-e-s épuisé-e-s, l'heure était aux bilans et aux réflexions. Cette manifestation n'a pas réussi à annuler la rencontre des partenaires de l'éducation, mais elle a tout de même démontré la solidarité étudiante et le mécontentement de ceux-ci face à une augmentation des frais de scolarité universitaires. Par contre, plusieurs sont revenus avec le sentiment amer de ne pas pouvoir être écouté-e-s. Nous étions des milliers à braver le froid et la neige courageusement, criant notre désaccord face à un gouvernement qui n'a rien voulu entendre. « À quoi bon ? », se sont demandé-e-s certain-e-s. Le mépris affiché par nos décideurs et décideuses est certainement très insultant, mais il nous force à constater qu'il faudra aller plus loin dans les prochaines sessions, que l'escalade des moyens de pression doit continuer, que notre mobilisation doit être de plus en plus forte. C'est vers la grève que nous nous dirigeons si le gouvernement refuse de revenir sur sa décision.

Si nous continuons à être des milliers uni-e-s et prêt-e-s à défendre notre droit à l'accessibilité, il finira bien par être obligé de nous écouter.

L'économie du savoir, un enjeu international

En 1996, l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), dont la mission est de promouvoir à travers le monde les politiques qui amélioreront le bien-être économique, publiait une enquête intitulée « L'économie fondée sur le savoir », un document où l'on annonçait que le savoir prendrait une place de plus en plus importante dans la production de richesse.

En effet, depuis les années 70, on assistait à une crise de la production organisée selon le modèle fordiste. Il y eut un vaste mouvement de délocalisation de la production physique à l'étranger, alors que l'Occident se tournait vers le secteur tertiaire et vers l'économie de conception et de « création » à « haute valeur ajoutée ». Celle-ci repose sur l'appropriation et le contrôle d'informations et de technologies brevetées. La nouvelle stratégie d'accumulation capitaliste passerait donc de plus en plus par la valorisation des connaissances et du savoir, à l'instar de tout autre bien marchand. « L'économie mondiale est en train de changer. La mondialisation signifie que l'emploi se déplace d'un pays à l'autre, alors que les ordinateurs et l'état avancé des communications modifient nos façons de travailler, ainsi que la nature des travaux que nous effectuons. Aujourd'hui, la valeur du travail qualifié, complexe et créatif, croît rapidement. En conséquence, le succès économique des pays et des individus repose de plus en plus sur le capital humain (Keeley, B., Le capital humain. Comment le savoir détermine notre vie, Résumé. OCDE, 2007). » C'est pourquoi nos universités abandonnent progressivement leur mission originelle de transmission du savoir pour se concentrer vers la production intellectuelle et la formation de mains-d'œuvre en fonction des besoins du marché. En termes concrets, cette transformation se traduit entre autre par une plus grande participation des entreprises privées à la gestion des institutions scolaires et des hausses des frais de scolarité.



Les luttes ici et ailleurs

Au Québec, la population étudiante n'a pas tardé à se mobiliser pour empêcher la transformation des institutions scolaires en « usines à cerveaux ». Que ce soit contre le projet de loi sur la gouvernance ou les hausses des frais de scolarité, le mouvement étudiant québécois tente depuis plusieurs années de défendre le caractère accessible et indépendant de l'éducation post-secondaire.

Mais nous sommes loin d'être les seuls à mener cette lutte. Partout dans le monde, les étudiant-e-s se mobilisent avec force pour préserver leurs acquis. L'exemple le plus récent, est, sans conteste, le cas de l'Angleterre où le gouvernement a annoncé la mise en place d'une importante réforme qui doublerait les frais de scolarité d'ici 2012. C'est alors par dizaines de milliers que les étudiant-e-s anglais-es ont pris d'assaut les principales villes universitaires du pays. Ils et elles étaient plus de 50 000, rassemblé-e-s dans les rues de Londres, le 10 novembre dernier, à s'opposer à la marchandisation de l'éducation. Les sit-in et les manifestations se sont intensifiés partout au pays, tout comme la répression policière.

Aux quatre coins du monde, la fin de l'année 2010 a été très agitée à mesure que les mouvements étudiants intensifiaient leur lutte.

- Début novembre, 40 000 étudiant-e-s irlandais-es ont manifesté dans les rues de Dublin contre la marchandisation de l'éducation supérieure, et ont fait face à la brutalité de la police irlandaise.

- Le 16 novembre, à Sofia en Bulgarie, ils et elles étaient 3 000 à prendre la rue pour revendiquer une université libre et gratuite pour toutes et tous.

- Le 15 novembre, un cortège d'étudiant-e-s a envahi et occupé l'université de Pise, en Italie. Dans le même pays, le 17 et le 24 novembre, des milliers d'étudiant-e-s italien-ne-s ont manifesté dans les rues des principales villes et occupé plusieurs sites touristiques tels que la tour de Pise et le Colisée à Rome pour protester contre la réforme Gelmini, qui prévoit la fusion des petits établissements,

(suite en page 12)

(Suite: *L'économie du savoir, un enjeu international*)

l'entrée du patronat dans les C.A et la mise en place d'une université basée sur le mérite.

· Toujours le 17 novembre, mais cette fois à Regensburg en Allemagne, 10 000 personnes ont défilé pour protester contre les coupures budgétaires infligées aux universités publiques.

· Le 13 décembre, en Algérie, 12 000 étudiant-e-s de l'université de Béjaïa, ont manifesté depuis le campus d'Aboudaou jusqu'à celui de Targa-Ouzemour. Plusieurs autres manifestations, contre la mise en place d'universités sélectives répondant aux besoins du capital, ont été très violemment réprimées par le pouvoir marocain.

Partout, la réponse des dirigeants à l'opinion exprimée des étudiant-e-s est la même : le mépris. Les gouvernements persistent dans leurs mesures antisociales en faisant fi du message clair envoyé par les populations mobilisées. Mais rien n'est encore perdu pour les défenseurs de l'accessibilité. C'est en intensifiant nos luttes et en étant solidaires que nous parviendrons à faire reculer cette tendance et à sauver l'éducation libre et accessible.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

MERCREDI 2 FÉVRIER
À 15 HEURES 30

COMITÉ DE MOBILISATION

TOUS LES JEUDIS À 18 HEURES

Et non, le temps des fêtes n'a pas effacé les menaces qui planent sur l'éducation, le combat ne fait que commencer. Vous qui avez été-e-s nombreux et nombreuses à lutter contre la tarification des services publics, il faut redoubler d'ardeur.

Si la manifestation du 6 décembre à Québec t'a laissé sur ta faim et que tu te mords les doigts de pouvoir faire ta part, tu es le-la bienvenu-e!

Toute participation est appréciée et tes multiples talents peuvent être mis à contribution. Chaque jeudi à 18h00 se tient une rencontre du comité de mobilisation au local de l'association étudiante. Ces rencontres servent à planifier la session et les activités mobilisatrices qui auront lieu. Il y a également une liste de diffusion disponible à l'asso où tu peux y inscrire ton adresse courriel et ainsi rester à l'affût des actions prévues.

N'hésite pas à venir faire un tour à l'asso pour plus d'information.